



Le gouvernement doit agir pour ne plus vivre ça!

La CGT appelle l'ensemble des salarié·es, des privé·es d'emploi, des jeunes et des retraité·es à participer aux différentes marches, initiatives et mobilisations organisées dans les territoires suite à la mort de Nahel, et pour la défense des services publics, une société plus juste et fraternelle.

Le meurtre de Nahel a profondément choqué le pays et a entraîné une éruption de colère tout à fait légitime. Les violences et les dégradations, particulièrement celles commises à l'encontre des services publics, de ses agent·es et des élu·es, ne peuvent être la solution et la CGT les condamne.

La CGT condamne les surenchères sécuritaires et les appels factieux qui se font jour.

Alors que la recherche d'apaisement par le renforcement du dialogue et la réponse aux besoins légitimes des populations en matière de services publics de proximité devraient animer le gouvernement, c'est au contraire, des appels à la sévérité de la justice pour des actes délictueux mineurs qui sont émis...

Les consignes données par les ministères de l'Intérieur et de la Justice ne concourent en rien à l'apaisement et à la désescalade nécessaires. Bien au contraire, elles valident les idées de l'extrême droite qui sont aussi portées aujourd'hui par la droite dite « républicaine » en instrumentalisant la violence.

Les jeunes réclament la justice et ne veulent plus subir des contrôles au faciès et des violences policières bien trop nombreuses. Ils et elles veulent être traité·es en tenant compte du triptyque républicain « Liberté, Égalité, Fraternité », pas comme des citoyen·nes de seconde zone.



FLASHER LE
CODE POUR
SE SYNDIQUER

cgt.fr

Des personnes sont mortes ou ont été gravement blessées. De nombreux lieux de travail ont été dégradés ou détruits, dont des services publics essentiels à la vie en commun. Des salarié·es, des agent·es ont été victimes de violences dans l'exercice de leurs missions, d'autres sont au chômage technique... des élu·es ont été pris·es pour cible.

Pour sortir de la spirale destructrice de la violence, la CGT exige que justice soit faite pour Nahel !

Il faut abroger la loi de 2017 qui autorise la police à tirer en cas de refus d'obtempérer. Une autorité de contrôle indépendante doit être créée et remplacer l'IGPN et l'OGGN. Une autre politique de maintien de l'ordre public doit être mise en œuvre en révisant le Schéma national de maintien de l'ordre (SNMO).

Au-delà, des chantiers de fond doivent être ouverts immédiatement pour :

- refonder notre police républicaine et son lien à la population ;
- mener une politique active de lutte contre le racisme et contre toute forme de discrimination ;
- créer d'urgence un plan de renforcement et de financement des services publics répondant aux besoins des populations dans leur proximité.

